

## Dossier

# Les pratiques du Web : modes de participation et approches critiques

**Geneviève Vidal**

En associant les deux termes Web et participation, comme en prononçant l'expression « Web 2.0 », en général dans un appel à contributions, nous attendons une avalanche de travaux. Avec cet appel, conçu et organisé avec Antonio A. Casilli, en partant du constat de la dispersion, voire de la fragmentation de la littérature en la matière, cela n'a pas été le cas. Une partie de la réponse à cette première surprise se trouve dans le fait que nous ciblions des études critiques des services participatifs et contributifs sur l'Internet, qui renvoient à des usages de l'immédiateté et du relationnel soutenus par une connexion technique visant le maintien d'un lien social, mais en vain sa création.

En effet, un consensus semble exclure une mise en perspective de la notion de Web social qui amalgame publications et communications inscrites dans une temporalité rapide, dans « la prolifération »<sup>1</sup>. Aussi, nous cherchions à atteindre les chercheurs mettant à distance l'analyse de ces pratiques numériques dites également interactives, autrement dit relevant de la réciprocité de la communication.

### **Pratiques numériques et interactivité, l'actuel paradigme du participatif-contributif**

L'interactivité, appréhendée comme processus informationnel et communicationnel, mais aussi comme médiation, expérience, service, stratégie marketing, innovation sociale, économique et politique, soulève de profonds enjeux de pouvoir. L'interactivité, qui implique une présence et une participation continue de la part de l'utilisateur, est à la fois considérée comme favori-

1. Voir *Web social, Mutation de la communication*, Millerand Florence, Proulx Serge, Rueff Julien (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010.

sant la symétrie des échanges et confondue avec la facilité de diffusion des contenus, voire avec la liberté d'expression. L'utilisateur est susceptible de devenir émetteur d'information, dans le cadre d'une communication médiatisée par ordinateur, mais également d'une connexion à un site Web, même s'il convient de considérer le poids des inégalités d'accès et de culture technique (voir *Terminal 95-96*, 2006).

L'interactivité est également associée au plaisir du choix parmi les fragments, à la personnalisation des contenus adaptés en fonction des comportements des utilisateurs. Les développements de contenus personnalisés, de l'autoparamétrage (certes limité par les acteurs économiques de l'informatique et des réseaux) correspondent à des modèles d'usages construits à partir de calculs de traces. Même si ces modèles demeurent extrêmement réducteurs par rapport à la complexité du comportement humain, même si ces calculs peuvent présenter des risques pour les libertés individuelles et la vie privée, les services participatifs et contributifs sont globalement appréciés.

Il nous semble important de distinguer la participation de la contribution, tout comme il convient de ne pas confondre médias sociaux et réseaux sociaux numériques. Nous distinguons la participation qui relève de l'invitation d'une institution, de la contribution qui concerne la création de contenus et services sans attendre d'invitations. Les médias sociaux offrent l'environnement qui relie des internautes, tandis que les réseaux sociaux numériques émanent des interactions en ligne.

Au-delà de l'enthousiasme généralisé, qui connaît néanmoins actuellement un déclin grâce aux analyses approfondies et critiques que l'on peut lire (voir par exemple le compte-rendu de lecture de l'ouvrage collectif dirigé par Bernard Stiegler dans ce dossier), il nous importe de considérer les médias sociaux, concentrant des services participatifs-contributifs, (mais les réseaux sociaux numériques ne sont pas à l'abri), comme une offre fondée sur une économie des données personnelles<sup>2</sup>. Dès lors, un déplacement de la conception de la vie privée s'opère. Les régulations (cadres réglementaires, marché et autoprotection des individus) et les négociations d'usages (les individus ne sont pas dupes de la traçabilité de leurs comportements et de l'exploitation de leurs données personnelles et de navigation) n'y feront sans doute rien, à part les usages subversifs (à ne pas confondre avec culture hacker).

Dans un cadre télécommunicationnel, l'utopie du pouvoir des internautes grâce à leurs pratiques du Web indique une volonté de s'approprier les services et contenus en ligne. Mais, le plus souvent, cette volonté ne leur permet pas de confirmer l'appropriation des moyens de production, telle qu'elle s'opère par les émetteurs, exceptés quelques usagers experts. Toutefois, des inventions d'usages perturbent les logiques de production-diffusion des médias, tels que les réseaux P2P ou les réseaux d'anonymisation sur

2. (voir par exemple Alain Rallet et Fabrice Rochelandet : <http://lectures.revues.org/6047>)

l'Internet, rendant anonymes les transmissions des données (y compris criminelles).

## Exploration des enjeux des pratiques du Web

Ce dossier sur les pratiques du Web, que nous invitons à explorer (selon les approches historique, notionnelle, critique, et celles renvoyant à la problématique informatique et libertés), ne va pas jusqu'à l'étude des pratiques criminelles. Les pratiques du Web sont multiples, bien que celles-ci donnent lieu la plupart du temps à des usages visant la possibilité de participer à la mise en scène de contenus et l'expression des subjectivités pour de nouvelles formes de sociabilité.

Ces relations entre contenus et internautes et entre internautes s'inscrivent dans le cadre d'une revendication d'autonomisation sociale prenant appui sur les technologies numériques. Cette revendication s'ancre dans les transformations longues des sociétés, ayant pour conséquence un mouvement des déterminants sociaux classiques (référence notamment aux territoires, à la filiation, à l'appartenance au groupe social selon Norbert Elias). Or, l'interactivité, qui soutient les contacts, peut stimuler les interactions.

Ce qui se présente comme norme d'émancipation et de liberté risque en fait de constituer une contrainte fondamentale des individus, pour confirmer un système culturel et économique qui, tout en scandant la distribution des pouvoirs de façon horizontale, contribue à construire un environnement marqué par la verticalité de la diffusion des savoirs, d'autant plus que les enjeux économiques tendent à rompre avec la décentralisation des réseaux d'information et de communication et avec la neutralité technique de l'Internet (nous l'examinerons notamment avec une des contributions du dossier).

## Les contributions du dossier

Revenons maintenant à notre première surprise de ne pas recevoir une avalanche de contributions, pour aborder notre seconde surprise. Celle-ci concerne le fait que les travaux inscrits en sciences de l'information et de la communication dominent les réponses à l'appel de la revue, qui pourtant pointait la sociologie, l'économie, les sciences politiques, bel et bien concernées par les pratiques du Web. Nous avons dès lors pris soin de rassembler des relecteurs, que nous remercions vivement pour leurs avis et commentaires<sup>3</sup>, prêts à recevoir la variété disciplinaire attendue. Mais, cette dominante

3. Nicolas Auray (Télécom ParisTech), Dominique Boullier (IEP Paris), Vincent Bullich (Université Paris 13), Dominique Carré (Université Paris 13), Pierre-Antoine Chardel (Etos - Institut Télécom), Cereses (Paris Descartes), Jérôme Denis (Télécom ParisTech), Milad Doueïhi (Université Laval - Québec), Pascal Froissart (Université Paris 8), Thomas Lamarche (Université Paris 7), Claire Lobet (Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix - FUNDP), Françoise Massit-Folléa (Vox Internet, Fondation Maison des Sciences de l'Homme - FMSH), Florence Millerand (Université du Québec à Montréal - UQAM), Laurence Monnoyer (Smith Université de Technologie Compiègne), Robert Panico (Université Pierre Mendès-Valence, Sophie Pène (Ecole nationale supérieure de création industrielle - ENSCI), David Pontille (Institut des sciences humaines et sociales - INSHS- CNRS), Serge Proulx (Université du Québec à Montréal - UQAM), Paola Tubaro (University of Greenwich, Centre Maurice Halbwachs, CNRS/EHESS/ENS).

info communicationnelle n'empêche pas d'accueillir les regards d'un chercheur en informatique et d'un sociologue, et de deux chercheuses du Chili et du Québec. Ainsi, nous pouvons lire une diversité d'analyses sur les pratiques du Web.

Ce dossier de cinq contributions, rassemblant sept auteurs, constitue une occasion de mettre en débat les pratiques du Web et ce par cinq thèmes différents :

- ◆ La neutralité d'Internet,
- ◆ La culture informationnelle,
- ◆ La mise en relation,
- ◆ Les pratiques communicationnelles hybrides à des fins d'action collective,
- ◆ La dimension idéologique des médias sociaux numériques.

**Valérie Schafer**, chargée de recherche à l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC) et **Hervé Le Crosnier**, maître de conférences en Informatique à l'Université de Caen Basse-Normandie, en délégation auprès de l'ISCC, engagent un débat, peu lisible dans les médias, en des termes critiques puisque la remise en cause de la neutralité d'Internet donnerait lieu à « *la fin de l'idéal égalitaire* ». Ils souhaitent « *montrer que les questions techniques, ..., ont des implications économiques et politiques* ». Pour ce faire, ils inscrivent leur réflexion au cœur des pratiques du Web et sur les rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'économie Internet.

**Karine Aillerie**, chargée de mission R&D au Centre national de documentation pédagogique (CNDP) Agence des usages des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE), présente les résultats d'une étude qualitative des compétences informationnelles d'internautes adolescents. Elle plonge les lecteurs dans les « *pratiques spécifiques d'adolescents* », leur projet informationnel élaboré « *sur la base d'initiatives de recherche, souvent prises au domicile, entremêlant sujets de recherche personnels et scolaires, prescrits ou non* ». L'auteure montre la « *dépendance à l'égard des performances affichées du moteur de recherche* », pour éclairer les usages actuels du Web s'appuyant sur « *la puissance supposée d'un outil* ».

**Julien Mésangeau**, doctorant en sociologie, traite des pratiques de mise en relation, grâce à une étude d'usages d'un groupe d'anciens étudiants sur LinkedIn. Selon un triple modèle, il analyse les types de contacts avec ou sans stratégie et ceux qui se fondent sur la reproduction en ligne des réseaux personnels basés sur la confiance.

**Dominique Meunier**, professeure au département de communication à

l'Université de Montréal, et **Rayén Condeza**, professeure à la Faculté des Communications de l'Université catholique du Chili, analysent un mouvement social, qui s'appuie sur les usages « *des médias traditionnels, du Web participatif et de la communication mobile* » de jeunes Chiliens. Leur action collective se fonde sur l'articulation de leurs stratégies de communication et de leurs usages des technologies de l'information et de la communication. De là, les auteures mettent en avant « *l'emploi hybride des technologies* » pour des stratégies d'action « *déployées autant dans la rue, l'espace Web ou médiatique* ».

Enfin, **André Mondoux**, professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, adopte lui une démarche critique pour discuter la capacité des « *médias sociaux* » à construire « *du social* », afin de démontrer leur dimension idéologique « *absorbée par et dans la technique* ». ■